

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	700 fr.	375 fr.
Etranger . . . . .	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 35 fr.
	Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne . . . . .	30 f
Minimum . . . . .	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte de Journal.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à Monsieur le Commissaire de la République, à M.M. les Chefs de Service, Commandants de Cercle ou Chefs de Subdivision doivent être revêtus du timbre de dimension.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1950

- 1<sup>er</sup> décembre — Loi n° 50-1497 modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946, sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française. (*Arrêté de promulgation n° 192-51/Cab. du 19 mars 1951*). . . . . 254

1951

- 9 février — Décret n° 51-316 portant règlement d'administration publique pour la réintégration des fonctionnaires ayant appartenu aux anciens cadres locaux des services civils des colonies autres que l'Indochine dans le cadre d'administration générale d'outre-mer et modifiant le décret n° 46-433 du 13 mars 1946. (*Arrêté de promulgation n° 185-51/Cab. du 16 mars 1951*). . . . . 254
- 24 février — Arrêté interministériel portant création d'une commission interministérielle chargée de la coordination

des importations et des exportations de corps gras de France et des territoires d'outre-mer. . . . . 255

- 3 mars — Décret n° 51-311 modifiant l'article 5 du décret n° 47-1309 du 16 juillet 1947, déterminant les modalités d'application de la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre. (*Arrêté de promulgation n° 184-51/Cab. du 15 mars 1951*). . . . . 256

- 20 mars — Loi n° 51-342 rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du code pénal. (*Arrêté de promulgation n° 212-51/Cab. du 24 mars 1951*). . . . . 257

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1951

- 20 janvier — N° 61-51/TP. — Arrêté fixant le taux de la redevance journalière pour utilisation des campements aménagés . . . . . 257
- 31 janvier — N° 87-51/F. — Arrêté portant création pour le personnel civil appartenant à des cadres administratifs réguliers et pour des agents contractuels assimilés, un nouveau régime d'allocations familiales. . . . . 257
- 16 mars — N° 186-51/D. — Arrêté autorisant l'exportation à destination du Territoire britannique voisin, des animaux vivants des espèces ovines, caprines et porcines . . . . . 260
- 19 mars — N° 197-51/F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local du Togo Exercice 1950 . . . . . 260

19 mars	— N° 198-51/F. — Arrêté portant approbation du Budget primitif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1951.	261
19 mars	— N° 201-51/PTT. — Arrêté portant fixation des tarifs applicables dans le service international aux services postaux et financiers	261
22 mars	— N° 206-51/PTT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 72/ART. du 15 novembre 1950, portant création d'un service direct et restreint d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle française et la Gold-Coast Britannique	262
22 mars	— N° 207-51/AE. — Arrêté fixant le taux des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance pour l'année 1951.	263
22 mars	— N° 208-51/F. — Arrêté rapportant l'arrêté n° 71/F. du 29 janvier 1951 ouvrant un crédit provisoire pour le compte du Budget de l'Etat (Transmission)	264
22 mars	— N° 209-51/AE. — Arrêté portant classement du marché de Davié.	264
25 mars	— N° 215-51/AE. — Arrêté portant approbation du compte de gestion 1950 de la Société Indigène de Prévoyance de Klouto	264
25 mars	— N° 216-51/AE. — Arrêté portant approbation des projets de budget 1951 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Sokodé, Lama-Kara et Mango	264
	* Additif à l'arrêté n° 58-51/E du 18 Janvier 1951 modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 741/E. du 20 septembre 1946 fixant des compléments de solde, indemnités diverses et travaux ou heures supplémentaires du personnel de l'Enseignement.	264
Personnel		264
Divers		270

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours	Contrôleur rédacteur des transmissions	275
	Chiffreur stagiaire du service du chiffre de la France d'outre-mer.	275
Déclaration d'Association		276

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Assemblée de l'Union Française

ARRETE N° 192-51/Cab du 19 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française, promulguée au Togo le 1<sup>er</sup> novembre 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le Territoire du Togo la loi n° 50-1497 du 1<sup>er</sup> décembre 1950 modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946, sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1951.

Y. Digo.

LOI N° 50-1497 du 1<sup>er</sup> décembre 1950.

L'Assemblée Nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée Nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 12. — Les membres de l'Assemblée de l'Union française visés à l'article 4 sont élus pour six ans.

« Le renouvellement intégral de l'ensemble des membres visés audit article a lieu au moins un mois avant l'expiration de chaque période de six ans à compter du 10 décembre 1947 ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1950.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,

Henri QUEUILLE.

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

### Cadre d'Administration générale

ARRETE N° 185-51/Cab. du 16 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 46-433 du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale d'outre-mer, pro-

mulgué au Togo le 8 avril 1946, ensemble les actes modificatifs subséquents;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-316 du 9 février 1951 portant règlement d'administration publique pour la réintégration des fonctionnaires ayant appartenu aux anciens cadres locaux des services civils des colonies autres que l'Indochine dans le cadre d'administration générale d'outre-mer et modifiant le décret n° 46-433 du 13 mars 1946.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1951.

Y. DIGO.

### DECRET N° 51-316 du 9 février 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative

Vu la loi du 19 octobre 1946 et notamment son article 2, ensemble le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 46-433 du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale d'outre-mer, ensemble les décrets qui l'ont modifié et notamment le décret n° 49-1427 du 5 octobre 1949;

Le conseil d'Etat entendu,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 22 du décret modifié du 13 mars 1946 susvisé est modifié comme suit :

« Les fonctionnaires relevant du département de la France d'outre-mer et ayant appartenu aux anciens cadres locaux des services civils autres que l'Indochine, pourront, sur leur demande, jusqu'au 1er juin 1951, être réintégrés dans le cadre d'administration générale d'outre-mer sous réserve de la reconnaissance de leur aptitude physique au service outre-mer ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 9 février 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Pierre MÉTAYER.

### Corps gras

### ARRETE interministériel du 24 février 1951.

Le ministre des finances et des affaires économiques le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des Etats associés, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 1944 réorganisant le comité économique et fixant les attributions du ministre de l'économie nationale et l'organisation de ses services, notamment son article 12;

Vu le décret du 30 novembre 1944 fixant les conditions d'importation en France et dans les territoires français d'outre-mer des marchandises étrangères, ainsi que les conditions d'exportation et de réexportation des marchandises hors de France et des territoires d'outre-mer à destination de l'étranger,

### ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du secrétaire d'Etat aux affaires économiques une commission interministérielle chargée :

1° D'harmoniser les importations en France des corps gras originaux des territoires français d'outre-mer et des produits similaires originaux des pays étrangers en fonction des possibilités d'approvisionnement de la métropole par les territoires d'outre-mer et compte tenu de la situation des marchés;

2° De suivre l'exécution des programmes d'exportation des corps gras des territoires de la France d'outre-mer vers les pays étrangers.

ART. 2. — Cette commission est présidée par le directeur des relations économiques extérieures au secrétariat d'Etat aux affaires économiques ou son représentant et comprend comme membres permanents :

Le directeur des programmes économiques ou son représentant;

Le directeur général des prix ou son représentant;

Le directeur des finances extérieures au ministère des finances ou son représentant;

Le directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer ou son représentant;

Le directeur des industries chimiques au ministère de l'industrie et du commerce ou son représentant;

Le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture ou son représentant;

Le chef du service de coordination pour les affaires économiques en Afrique du Nord ou son représentant.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire du secrétariat d'Etat aux affaires économiques désigné par le secrétaire d'Etat.

ART. 3. — La commission instituée à l'article 1er ci-dessus se réunit au moins une fois par mois et aussi souvent qu'il paraît nécessaire sur convocation de son président.

La commission est appelée à formuler des propositions sur l'ouverture de tout contingent à l'importation ou à l'exportation concernant des produits relevant de sa compétence.

ART. 4. — Le directeur des relations économiques extérieures, le directeur des programmes économiques et le directeur général des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, le directeur des finances extérieures au ministère des finances, le directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer, le directeur des industries chimiques au ministère de l'industrie et du commerce, le chef des services économiques au ministère d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 février 1951.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

Michel DENIS.

Pour le ministre des Etats associés et par délégation :

*L'inspecteur général chargé de la direction générale des services,*

Robert Tezenas DU MONTCEL

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*  
Jean-Marie LOUVEL.

*Le ministre de l'agriculture,*

Pierre PFLIMLIN.

Pour le ministre de la France d'outre-mer et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

Pierre NICOLAY.

Pour le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

Jean Vacher DESVERNAIS.

#### Anciens combattants et victimes de la guerre

ARRETE No 184-51/Cab. du 15 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret no 47-1309 du 16 juillet 1947, déterminant les modalités d'application de la loi no 46-2243 du 16 octobre 1946, promulgué au Togo le 4 août 1947;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret no 51-311 du 3 mars 1951 modifiant l'article 5 du décret no 47-1309 du 16 juillet 1947, déterminant les modalités d'application de la loi no 46-2243 du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1951.

Y. Digo.

DECRET No 51-311 du 3 mars 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, du ministre de l'intérieur, du ministre du budget, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des affaires étrangères, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre chargé des relations avec les Etats associés,

Vu la loi no 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transfert, à titre gratuit, et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, et notamment son article 6;

Vu le décret du 22 février 1940;

Vu le décret validé du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'exhumation, d'inhumation, d'incinération et de transport des corps;

Vu le décret no 47-1309 du 16 juillet 1947, déterminant les modalités d'application de la loi no 46-2243 du 16 octobre 1946;

Vu la loi no 48-1332 du 27 août 1948, relative aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre;

Vu le décret no 48-1830 du 1<sup>er</sup> décembre 1948 modifiant l'article 6 du décret no 47-1309 du 16 juillet 1947;

Vu le décret no 50-357 du 21 mars 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de la loi no 48-1332 du 27 août 1948 relative aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre et concernant le regroupement des corps des militaires et victimes civiles de la guerre ainsi que l'ouverture de nouveaux délais de présentation de demandes au titre de la loi du 16 octobre 1946,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 5 du décret no 47-1309 du 16 juillet 1947 sont abrogées.

ART. 2. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de l'intérieur, le ministre du budget, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des affaires étrangères, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de la France d'outre-mer et le ministre chargé des relations avec les Etats associés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mars 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,*

LOUIS JACQUINOT

*Le ministre, chargé des relations avec les Etats associés,*  
Jean LETOURNEAU.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
SCHUMAN.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri QUEUILLE.

*Le ministre du budget, ministre des finances et des  
affaires économiques, par intérim,*  
Edgar FAURE.

*Le ministre du budget,*  
Edgar FAURE.

*Le ministre des travaux publics, des  
transports et du tourisme,*  
Antoine PINAY.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
François MITTERRAND.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*  
Pierre SCHNEITER.  
*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Eugène THOMAS.

#### Justice

ARRETE N° 212-51/Cab. du 24 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,  
Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et  
les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation  
administrative du territoire du Togo et création d'assemblées  
représentatives;  
Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation  
et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le Terri-  
toire du Togo la loi n° 51-342 du 20 mars 1951 ren-  
dant applicables dans les territoires d'Outre-mer, au  
Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28  
juillet 1949 modifiant l'article 365 du code pénal.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié  
et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1951.  
Y. DICO.

LOI N° 51-342 du 20 mars 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont  
délibéré

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la  
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 365 du code pénal  
applicable dans les territoires d'outre-mer, au Came-  
roun et au Togo, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 365. — Quiconque, soit au cours d'une procé-  
dure et en tout état de cause, soit en toute matière en  
vue d'une demande ou d'une défense en justice, aura  
usé de promesses, offres ou présents, de pressions,  
menaces, voies de fait, manœuvres ou artifices pour  
déterminer autrui à faire ou délivrer une déposition,  
une déclaration ou une attestation mensongère sera,  
que cette subornation ait ou non produit son effet, puni  
d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende

de 5.000 à 50.000 francs ou de l'une de ces deux peines  
seulement, sans préjudice des peines plus fortes pré-  
vues aux articles précédents s'il est complice d'un faux  
témoignage qualifié crime ou délit ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1951.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*  
Henri QUEUILLE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
René MAYER.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
François MITTERRAND.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Campements aménagés

ARRETE N° 61-51/T.P. du 20 janvier 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,  
Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation  
administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées  
représentatives;

Vu les arrêtés des 9 novembre 1935 et juillet 1937 portant  
organisation des Campements aménagés;

Vu l'arrêté n° 77 du 28 janvier 1938 modifiant les arrêtés  
susvisés;

Vu l'arrêté n° 577/P. du 4 novembre 1943 fixant à nou-  
veau le taux de la redevance journalière pour utilisation des  
Campements aménagés;

Vu l'arrêté n° 647-49/TP. du 12 août 1949 fixant à nou-  
veau le taux de la redevance journalière pour utilisation des  
Campements aménagés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La redevance journalière pré-  
vue pour les passagers étrangers à l'administration,  
à l'article premier de l'arrêté n° 647-49/TP. du 12  
août 1949 est portée à 125 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour  
compter du 1<sup>er</sup> février 1951, sera enregistré, communi-  
qué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1951.  
Y. DICO.

##### Allocations familiales

ARRETE N° 87-51/F. du 31 janvier 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,  
Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation

# administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs;

Vu le décret du 2 mars 1910, réglant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1943, fixant les statuts généraux des cadres locaux supérieurs du Togo et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 fixant les statuts généraux des cadres locaux africains du Togo et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 503/B.M. du 8 septembre 1942, portant réorganisation du corps des gardes-cerclés du Togo;

Vu le décret du 11 juillet 1945, fixant le nouveau régime des traitements applicables aux agents des cadres généraux;

Vu les arrêtés du 18 décembre 1949, fixant le nouveau régime de solde, de majorations de dépaysement et d'éloignement, d'indemnité de zone des différents cadres du Togo régis par arrêtés;

Vu le décret du 17 septembre 1943 relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil, en service en A.O.F. et au Togo;

Vu l'arrêté 571/F du 27 juillet 1946, fixant au Togo le régime de l'indemnité pour charges de famille aux personnels des cadres administratifs réguliers;

Vu l'arrêté n° 440/F du 3 juin 1946 portant attribution de l'indemnité de zone aux personnels et agents en service au Togo;

Vu l'arrêté n° 932/F. du 26 novembre 1948 maintenant provisoirement la majoration de vie chère sur la partie familiale de zone;

Le Conseil Privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à compter du 1er décembre 1948, pour tous les personnels civils appartenant à des cadres administratifs réguliers servant au Territoire du Togo, ainsi que pour le personnel contractuel assimilé à l'un des emplois de ces cadres un nouveau régime d'allocations familiales comprenant;

- 1<sup>o</sup> — Une allocation de premier établissement familial;
  - 2<sup>o</sup> — Des allocations spéciales aux enfants;
  - 3<sup>o</sup> — Des primes aux premiers âges;
  - 4<sup>o</sup> — Une prime familiale d'éloignement;
- telles qu'elles sont définies aux articles ci-après.

### ART. 2. — Allocation de premier établissement familial :

L'allocation de premier établissement familial est une allocation forfaitaire dont le taux est uniformément fixé à 6.000 francs par an.

Elle est allouée pendant les deux premières années suivant le premier mariage.

Elle est payée mensuellement à terme échu à partir du mois suivant la célébration officielle du mariage et sa constatation régulière à l'Etat civil.

### ART. 3. — Allocations spéciales aux enfants :

Les enfants qui peuvent donner droit à ces allocations sont :

Les enfants légitimes, depuis le jour de l'enregistrement à l'Etat civil de leur naissance;

Les enfants naturels reconnus depuis le jour de la transcription à l'Etat-civil de l'acte de reconnaissance;

Les enfants adoptifs, depuis le jour de la transcription à l'Etat civil de l'acte d'adoption.

Ces enfants, dans la limite des six premiers nés, ceux reconnus et ceux adoptés prenant rang, pour compter du jour de la reconnaissance ou de l'adoption, ouvrent le droit aux allocations ci-après :

De 0 à 15 ans, par enfant et par an : 12.900 francs.

En cas d'apprentissage au-delà de 15 ans et jusqu'à 17 ans et en cas de poursuite des études au delà de 15 ans, ainsi qu'en cas d'infirmité ou de maladie incurable mettant l'enfant dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié, et jusqu'à 20 ans le taux de l'allocation annuelle est porté à 18.000 francs.

Toutefois, s'il ne reste plus à la charge du fonctionnaire qu'un seul des enfants visés au présent article, le taux de 18.000 francs est réduit à 10.020 francs.

Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas au premier enfant pour lequel, en application du dernier paragraphe de l'article 1er du décret du 30 novembre 1948 modifié par le décret n° 49-530 du 15 avril 1949, les règles d'attribution et les taux des allocations spéciales aux enfants sont fixés à l'annexe au présent arrêté.

Ces allocations sont payées, mensuellement, à terme échu, à compter du premier mois, suivant l'enregistrement de la naissance de l'enfant à l'Etat Civil.

La dernière mensualité est celle au cours de laquelle l'enfant atteint l'un des âges limites fixés ci-dessus. Elle est due pour la totalité du mois.

Sauf le cas d'infirmité ou de maladie incurable dûment constaté, le droit à ces allocations ne se maintient pour les enfants d'âge scolaire, qu'à la condition qu'ils soient régulièrement inscrits à un établissement scolaire reconnu et y poursuivent des études normales et qu'ils poursuivent un apprentissage régulier non salarié.

Les conditions dans lesquelles cette scolarité ou cet apprentissage seront constatés et notifiés aux services ordonnateurs feront l'objet d'instructions générales.

Le droit à ces allocations est suspendu si l'enfant est exclu temporairement de l'établissement scolaire où il est inscrit, pendant toute la durée de cette exclusion.

Le droit à ces allocations cesse si l'enfant est exclu définitivement de l'établissement scolaire où il est inscrit et pour compter de la date de cette exclusion.

Pour les familles de plus de six enfants, le septième enfant sera alors substitué à son frère exclu, un an après la date de l'exclusion, et aura droit aux allocations correspondant à son âge.

En aucun cas il ne pourra être consenti plus d'une substitution due à ce motif.

Le droit à ces allocations cesse enfin en cas de décès de l'enfant pour compter du jour du décès.

Pour les familles de plus de six enfants, le septième enfant est alors appelé à bénéficier des allocations correspondant à son âge.

Eventuellement, si des circonstances analogues sur-



venaient à nouveau, les enfants puînés seraient appelés selon ordre d'âge.

#### ART. 4. — *Primes aux premiers âges*

Pour chacun des enfants, dans la limite des six premiers nés reconnus ou adoptés comme il est précisé à l'article 3 précédent, il est alloué, quand l'enfant atteint un an, puis deux ans, des primes aux premiers âges.

Le taux de chacune de ces primes est fixé forfaitairement à 3.000 francs; la prime est payable le dernier jour du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge fixé.

Pour les enfants naturels ou adoptifs, les primes ne seront acquises que si la reconnaissance ou l'adoption sont constatées à l'Etat civil avant que les enfants intéressés aient atteint les âges fixés ci-dessus.

#### ART. 5. — *Supplément familial de traitement*

Pour tenir compte de la situation de famille, le traitement des fonctionnaires et agents contractuels définis à l'article 1<sup>er</sup> est majoré uniformément de 3 % de la rémunération soumise à retenue pour pension, après multiplication de cette dernière par l'index de correction appliqué aux soldes, pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations prévues à l'article 3 ci-dessus. Toutefois, dans le cas d'un enfant unique, le supplément familial de traitement ne sera acquis que jusqu'à 5 ans.

Pour le calcul de ce supplément familial, la rémunération définie ci-dessus sera divisée en tranches qui seront comptées comme suit :

Pour la totalité de . . . . .	0 à 100.000
80 % de . . . . .	100.001 à 200.000
60 % de . . . . .	200.001 à 300.000
40 % de . . . . .	300.001 à 400.000
20 % de . . . . .	400.001 à 500.000
0 % au dessus de . . . . .	500.000.

#### ART. 6. — *Prime familiale d'éloignement*

Pour les fonctionnaires et agents contractuels visés à l'article 1<sup>er</sup> et servant hors de leur pays d'origine, tel que ce dernier est défini à l'article 2 du décret n° 48 du 30 novembre 1948, les allocations prévues à l'article 3 du présent arrêté, sauf dans les cas où l'annexe au présent arrêté fixe pour l'enfant unique un taux de 10.020 francs qui est un maximum, sont majorées d'une prime familiale d'éloignement égale à 35 % du montant de ces allocations.

Cette prime suit le régime de la majoration d'éloignement, elle est acquise, réduite ou cesse d'être perçue dans les mêmes conditions que cette majoration.

Toutefois, cette prime ne sera pas allouée aux fonctionnaires qui dans leur pays d'origine, auraient le droit de bénéficier de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales.

Il sera fait application à ces fonctionnaires de l'article 4 du décret n° 48 du 30 novembre 1948, modifié par le décret n° 49-530 du 15 avril 1949.

ART. 7. — En aucun cas, le montant total des allocations prévues aux articles précédents ne pourra, pour

un même fonctionnaire, dépasser la contre-valeur du montant des avantages familiaux métropolitains pour un cas identique, telle qu'elle est définie aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du décret du 30 novembre 1948, modifié par le décret du 15 avril 1949.

En particulier, la prime familiale d'éloignement, objet de l'article 6 ci-dessus, ne s'appliquera pas au taux de 10.020 francs qui constitue un maximum pour les divers cas dans lesquels il a été fixé par l'article 3.

ART. 8. — Les allocations créées par le présent arrêté ne pourront être allouées au fonctionnaire ou assimilé que s'il est chef de famille.

Elles ne pourront, pour un même enfant, en aucun cas, se cumuler avec une bourse entière scolaire ou avec une bourse entière d'enseignement supérieur.

Elles cesseront d'être acquises, pour un enfant admis dans un établissement scolaire ou universitaire se chargeant des principales dépenses d'entretien, (nourriture, habillement, frais de transport,) du premier jour du mois suivant l'arrivée de cet enfant dans cet établissement.

En cas de divorce ou de séparation de corps de deux fonctionnaires ou assimilés, leur situation, au point de vue de ces allocations fera l'objet d'une décision spéciale partageant les allocations acquises au titre de l'article 3 ci-dessus proportionnellement au nombre des enfants issus du mariage, qui seraient laissés à leur charge respective par les décisions judiciaires.

La même décision fixera la mesure dans laquelle le supplément familial de traitement et, éventuellement la prime familiale d'éloignement seront conservés par les intéressés.

Si la femme n'est pas fonctionnaire, les allocations acquises seront conservées au chef de famille, à charge pour lui de réserver à son conjoint séparé de corps ou divorcé, à peine de s'en voir retirer le bénéfice, une proportion de ces allocations déterminées comme ci-dessus.

En cas de décès de son mari, la femme fonctionnaire sera considérée comme chef de famille et sera admise au bénéfice de ces allocations pour ses propres enfants et ceux qu'elle aurait reconnus ou adoptés dans les limites fixées par le présent arrêté.

Les modalités d'application du présent article feront l'objet d'instructions générales.

ART. 9. — Pour les familles dont le nombre d'enfants admis au bénéfice des charges de famille instituées par l'arrêté général du 25 mai 1946, est supérieur à 6, ce sont les six derniers nés, ou reconnus ou adoptés dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus, qui seront considérés comme enfants à charge au titre du présent arrêté.

ART. 10. — Toute déclaration frauduleuse tendant à faire allouer à un fonctionnaire des allocations supérieures à celles auxquelles il pourrait prétendre au titre du présent arrêté, fera l'objet de poursuites judiciaires, sans préjudice des sanctions administratives qui pourraient être prononcées.

ART. 11. — Sont abrogées, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1948, toutes dispositions contraires et notam-

ment l'arrêté n° 571/F. du 27 juillet 1946, fixant le régime des indemnités pour charges de famille attribuées aux personnels en service au Togo; l'arrêté n° 932/F. du 26 novembre 1948, maintenant, à titre provisoire, la partie familiale de la majoration de vie chère.

ART. 12. — En aucun cas, les personnels visés par le présent arrêté, ne pourront recevoir, au titre des divers avantages familiaux y compris les majorations familiales, de l'indemnité de zone et de vie chère, des allocations d'un montant inférieur, en monnaie locale à celui des allocations qu'ils percevaient sous l'empire de la réglementation antérieure.

Au cas où le fonctionnaire aura perçu, pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 1948 à la date du présent arrêté, au titre du régime antérieur, un total de prestations supérieur à celui qui résultera, pour lui, de l'application du présent arrêté, aucune reprise ne sera exercée.

ART. 13. — Les suppléments pour charges de famille applicables aux personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> lorsqu'ils sont en position de congé ou de permission rétribués dans un territoire de l'Union Française, sont ceux en vigueur dans ce territoire aux taux les plus élevés.

ART. 14. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1951.

Y. DIGO.

### ANNEXE

#### Taux des allocations spéciales pour le premier enfant :

- 1 — S'il y a deux salaires professionnels dans le ménage : . . . . . Néant
- 2 — S'il n'y a qu'un seul salaire professionnel dans le ménage :
  - a) Si l'enfant est unique :
 

De 0 à 5 ans . . . . .	12.000
De 5 à 10 ans . . . . .	10.020
Au-dessus de 10 ans . . . . .	Néant
  - b) Si l'enfant n'est pas unique :  
Taux fixés à l'article 3 du présent arrêté.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 10812 Pel/B.E. du 26 février 1951.)

### Douanes

ARRETE N° 186-51/D. du 16 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 611-50/AE du 29 juillet 1950 réglementant la sortie hors du Togo des produits, marchandises, denrées et objets de toute nature ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu la délibération n° 39/48/D en date du 11 septembre 1948 fixant le régime des tolérances consenties en faveur du trafic frontalier entre les Territoires du Togo placés sous tutelles française et britannique et notamment l'article 3 de cette délibération.

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée dans les conditions du tarif l'exportation, par les frontières de terre, à destination du Territoire britannique voisin, des animaux vivants des espèces ovines, caprines et porcines.

ART. 2. — Vu l'urgence le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux des douanes et des postes du Territoire.

Lomé, le 16 mars 1951.

Y. DIGO.

### Budget local

ARRETE N° 197-51/F. du 19 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1024/F. rendant exécutoire la délibération n° 100 de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 14 novembre 1949 approuvant le Budget Local du Togo — exercice 1950.

Vu l'avis favorable émis par la Commission Permanente de l'A.R.T. en sa séance du 28 février 1951;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'Assemblée Représentative du Togo en sa prochaine session;

Le Conseil Privé entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au Budget local du Togo — Exercice 1950, les crédits supplémentaires suivants :

1/ — Chapitre 3. — Commissariat de la République (Matériel)

Article 6. — Dépenses des exercices clos 562.000

2/ — Chapitre 5. — Service d'administration générale (Matériel)

Article 14. — Dépenses des exercices clos 1.367.300



## 3/ — Chapitre 6. — Services financiers (Personnel).

Article 7. — Dépenses des exercices clos 1.320.000

## 4/ — Chapitre 10. — Dépenses des exploitations industrielles (Matériel)

Article 10. — Dépenses des exercices clos 255.200

## 5/ — Chapitre 12 — Service de santé

## Article 8 — Dépenses des Exercices clos

Parag. 2 — Personnel des cadres régis par décret . . . . . 375.000

Parag. 3 — Personnel des cadres locaux . . . . . 995.000

1.370.000 1.370.000

## 6/ — Chapitre 14 — Autres services d'intérêt social et économique (Météo)

Art. 2 — Parag. 3 — Indemnités aux observateurs des Stations (Météo) . . . . . 120.000

Art. 3 — Parag. 1<sup>er</sup> — Personnel du cadre régi par décret . . . 540.060

Parag. 2 — Personnel des cadres locaux . . . . . 835.040

1.495.100 1.495.100

## 7/ — Chapitre 15/bis dépenses diverses (Matériel)

Article 1<sup>er</sup> — Transport du personnel et du Matériel . . . 5.590.450

Article 3 — Frais généraux 4.681.800

Article 8 — Contribution Chambre de Commerce . . . 1.645.600

Article 9 — Dépenses des Exercices clos . . . . . 7.069.150

18.988.000 18.988.000

## 8/ — Chapitre 17 — Dépenses imprévues

Article 1<sup>er</sup> — Parag. 1<sup>er</sup> — Perte de Matériel . . . . . 4.420.700 4.420.700

Total général . . . . . 29.778.300

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits est gagée par les plus values des ressources normales du Budget Local.

## Chapitre 2 — Contributions perçues sur liquidation

Article 1<sup>er</sup> — Importations et exportationsParag. 1<sup>er</sup> — Droits d'importation soit : . . . . . 29.778.300

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1951.

Y. Digo.

## Commune-Mixte d'Anécho

ARRETE N° 198-51/F. du 19 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des Communes-Mixtes au Togo, modifié par le décret du 25 septembre 1941;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes au Togo et actes modificatifs subséquents, notamment l'arrêté n° 735/APA du 25 décembre 1942;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 portant création de la Commune Mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 566/APA du 12 juillet 1950 portant création de la Commune-Mixte d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 624/APA du 2 août 1950 modifiant l'article 2 de l'arrêté sus-visé du 12 juillet 1950;

Le Conseil Privé entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et arrêté le budget primitif de la Commune-mixte d'Anécho pour l'exercice 1951, en recettes et en dépenses, à la somme de : Cinq cent cinquante sept mille francs (557.000) francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1951.

Y. Digo.

## Postes et télécommunications

ARRETE N° 201-51/P.T.T. du 19 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié,

Vu l'arrêté n° 541 P.T.T. du 30 juin 1948 rendant exécutoire la délibération n° 25-48 P.T.T. du 16 juin 1948, portant fixation des tarifs postaux et financiers dans le régime international,

Vu la lettre n° 1210 Postal 3.T/AE/Fisc. en date du 27 Février 1951 du Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer.

Vu la convention et les arrangements de l'Union Postale Universelle signés à Paris le 5 juillet 1947.

Le Conseil Privé entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime international, les taxes applicables au départ du Territoire aux divers objets de correspondance et aux services financiers sont fixées comme suit :

1<sup>o</sup> — *Lettres :*

Jusqu'à 20 grammes . . . . .	17 francs
Au-dessus de 20 grammes, en sus de la taxe correspondant aux premiers 20 grammes ou fraction de 20 grammes . . . . .	10 —
Cartes postales simples . . . . .	10 —
Cartes postales avec réponse payée . . . . .	20 —

*Papiers d'Affaires*

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes . . . . .	4 —
avec minimum de perception de . . . . .	17 —

*Imprimés :*

par 50 grammes ou fraction de 50 grammes . . . . .	4 francs
Impression en relief pour les aveugles : par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes . . . . .	2 —

*Echantillons de marchandise*

par 50 grammes ou fraction de 50 grammes . . . . .	4 —
--	-----

*Petits paquets*

par 50 grammes ou fraction de 50 grammes . . . . .	7 —
avec minimum de perception de . . . . .	35 —

*Recommandation*

Droit fixe . . . . .	25 —
Minimum de perception à l'arrivée auquel sont assujettis les objets non ou insuffisamment affranchis . . . . .	3 —

*Avis de réception*

demandé au moment du dépôt . . . . .	17 —
demandé postérieurement au dépôt . . . . .	25 —
Réclamation — demande de renseignements . . . . .	25 —

Indemnités en cas de perte d'objets recommandés . . . . .	1.500 —
---	---------

Taxe à percevoir au départ sur les correspondances à distribuer par expres . . . . .	35 —
--	------

Droit de dédouanement . . . . .	25 —
---------------------------------	------

Coupons-réponse . . . . .	20 —
---------------------------	------

Cartes d'identité postales . . . . .	40 —
--------------------------------------	------

Envois contre remboursement :

Taxe à percevoir sur le montant au moment du dépôt en sus des taxes d'affranchissement :	
--	--

1 <sup>o</sup> — Droit fixe de . . . . .	25 —
--	------

2 <sup>o</sup> — Droit proportionnel par 200 frs. ou fraction de 200 frs. . . . .	1 —
---	-----

Remboursement dont le montant est à verser au compte courant postal :

Droit fixe (prélevé sur le montant encaissé) . . . . .	12 francs
--	-----------

2<sup>o</sup> — *Lettres et boîtes avec valeurs déclarées :*

Droit afférent au transport des lettres avec V.D. :

jusqu'à 20 grammes . . . . .	17 —
en sus de la taxe correspondant aux premiers 20 grammes, par 20 grammes ou fraction de 20 grammes . . . . .	10 —

Droit afférent au transport des boîtes avec V.D. :

par 50 grammes ou fraction de 50 grammes . . . . .	10 —
Minimum de perception . . . . .	50 —

Droit de recommandation (lettres et boîtes) :

Droit fixe de . . . . .	25 —
Droit d'assurance par 300 frs. or ou fraction de 300 frs. or . . . . .	30 —
Maximum de déclaration (lettres et boîtes) . . . . .	120.000 —

Avis de réception :

au moment du dépôt . . . . .	17 —
postérieurement au dépôt . . . . .	25 —
Renseignements . . . . .	25 —

3<sup>o</sup> — *Mandats de Poste :*

Droit fixe de . . . . .	12 —
-------------------------	------

Droit proportionnel :

pays adhérents à l'arrangement international :

par 200 francs ou fraction de 200 francs pays non adhérents à l'arrangement international :	1 —
---	-----

par 100 francs ou fraction de 100 francs	1 —
--	-----

Avis de paiement :

demandé au moment du dépôt . . . . .	17 —
demandé postérieurement au dépôt . . . . .	25 —
Réclamations, renseignements . . . . .	25 —

ART. 2. — Les nouvelles taxes entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril prochain.

ART. 3. — Le chef du Service des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1951.

Y. DIGO.

ARRETE No 206-51/P.T.T. du 22 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la délibération n° 72/ART. du 15 novembre 1950 portant création d'un service direct et restreint d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle française et la Gold-Coast Britannique;

Vu la lettre n° 2468/AE/Fisc. du 10 mars 1951 de la Direction Economique et du plan — Fiscalité — du Ministère de la France d'Outre-Mer;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 8 décembre 1950.

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 72/ART. du 15 novembre 1950, portant création d'un service direct et restreint d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle française et la Gold-Coast britannique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1951.

Y. DIGO.

*DELIBERATION N° 72/ART. portant création d'un service direct et restreint d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle française et la Gold-Coast britannique.*

L'Assemblée Représentative du Togo.

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu les vœux émis par la Commission consultative permanente franco britannique pour les affaires Togolaises dans ses sessions des 22 avril et 7 octobre 1949, concernant la création d'un service direct d'articles d'argent entre le Togo français et la Gold-Coast;

Vu la lettre n° 2066/Postel/3/G; du 21 avril 1950, du Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer donnant accord à la création de ce service;

Délibérant conformément à l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport n° 221/AP/PTT. du 11 octobre 1950 de M. Commissaire de la République au Togo;

A adopté la délibération dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un service direct et restreint d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle française et la Gold-Coast britannique.

ART. 2. — Le montant maximum de chaque mandat est fixé à quarante livres West Africa.

ART. 3. — L'émission des mandats est subordonnée à la présentation d'une autorisation délivrée par l'Office colonial des changes du Togo.

ART. 4. — Les droits de commission applicables sont ceux prévus au Titre II, article 121 et suivants de l'arrangement concernant les mandats de poste de la convention postale universelle — mandats échangés au moyen de liste.

ART. 5. — En plus des droits de commission prévus à l'article 4 ci-dessus, il sera perçu sur l'expéditeur une taxe supplémentaire appelée « surtaxe de

charge » destinée à couvrir l'écart existant entre le cours pratiqué à l'émission et celui de vente de la livre W.A. sur le marché de Lomé.

La quotité de cette surtaxe sera fixée par le Commissaire de la République en accord avec le directeur de l'Office colonial des Changes du Togo.

ART. 6. — La présente délibération entrera en vigueur quinze jours après sa date de parution au Journal officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance à Lomé, le 15 novembre mil neuf cent cinquante.

*Le Président de l'A. R. T.,*  
Sylvanus OLYMPIO.

*Le Secrétaire,*  
Rodolphe TRÉNOU.

### S. I. P.

ARRETE N° 207-51/AE. du 22 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance du Togo — modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance, du Secours et de Prêts Mutuels du Togo modifié par l'arrêté 116 du 24 février 1938;

Vu l'avis des Conseils d'Administration des SIP. intéressés.

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance sont ainsi fixés pour l'année 1951 :

S.I.P. de Lomé	Lomé ville	10 francs
	Subdivision	20 —
S.I.P. de Tsévié		30 —
S.I.P. d'Anécho		25 —
S.I.P. de Klouto	Section Agotimé	40 —
	Autres sections	50 —
S.I.P. d'Atakpamé		40 —
S.I.P. de Sokodé		50 —
S.I.P. de Lama-Kara		50 —
S.I.P. de Bassari	Cantons de Bassari	
	Kabou-Bandgeli,	
	Bitjabé	
	Nagbaou et Dimouri	55 —
S.I.P. de Mango	Cantons Komkombas	
	et Canton de Bapuré	45 —
S.I.P. de Mango		25 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1951.

Y. Digo.

N° 215-51/AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 mars 1951. — Est approuvé le compte de gestion relatif à l'exercice 1950 de la S.I.P. de Klouto :

*Société indigène de prévoyance de Klouto* . . . . . 4.658.313,56

(quatre millions six cent cinquante huit mille trois cent treize francs cinquante six centimes).

N° 216-51/AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 mars 1951. — Sont approuvés les projets de budget exercice 1951 des Sociétés Indigènes de prévoyance de :

*Sokodé* : Deux millions sept cent vingt deux mille quatre cent soixante huit francs (2.722.468.)

*Lama-Kara* : Trois millions huit cent soixante trois mille francs (3.863.000.)

*Mango* : Trois millions cinq cent quatre vingt sept mille quatre cent quatre vingt et un Francs (3.587.481.)

#### Budget de l'Etat

ARRETE N° 208-51/F du 22 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents (art. 5).

Vu la loi n° 48-82 du 7 janvier 1948 — article 3;

Vu l'Ordonnance n° 177 en date du 10 mars 1951;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés les crédits provisoires ouverts par l'arrêté n° 71/F du 29 janvier 1951, pour le compte du Budget d'Etat — soit :

Chap. 3070 — art. 2 — . . . . . 160.000 C.F.A.  
(salaires des agents journaliers du service de la météorologie nationale).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1951.

Y. Digo.

#### Marché

ARRETE N° 209-51/AE du 22 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, modifié par le décret 46-1105 du 16 mai 1946;

Vu les arrêtés nos 439-49/AE, 765-50/AE, et 18-51/AE des 8 juin 1949, 27 septembre 1950 et 9 janvier 1951 portant classement des marchés dans le Territoire du Togo;

Sur la proposition du Chef de la Subdivision de Tsévié et après avis de la Chambre de Commerce du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le marché de Davié est ouvert aux achats de produits du cru destinés à l'exportation.

ART. 2. — Les transactions sur ce marché auront lieu le mardi de chaque semaine.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1951.

Y. Digo.

#### Enseignement

##### Heures supplémentaires

ADDITIF à l'arrêté n° 58-51/E du 18 janvier 1951 modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 741/E du 20 septembre 1946 fixant des compléments de solde, indemnités diverses et travaux ou heures supplémentaires du personnel de l'enseignement.

ARTICLE PREMIER. — . . . . .

Après :

Instituteurs du cadre local supérieur . . . 225 Fr.

Ajouter :

Instituteurs du cadre commun supérieur

de P.A.O.F. . . . . 150 Fr.

Le reste sans changement.

#### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Tour de service Outre-Mer

RECTIFICATIF au tour de service du 1er mars 1951

Administrateurs.

Groupe des Administrateurs de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.

Pour servir au Togo.

Ajouter : M. De Verdilhac (Antoine).

ADDITIF au tour de service outre-mer du 1<sup>er</sup> mars 1951.

#### Administration générale.

Groupe des sous-chefs de bureau, rédacteurs et rédacteurs stagiaires.

Pour servir au Togo.

M. Gerbier (Robert).

#### Nomination

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer, en date du :

27 février 1951. — M. De Salles de Hys (Raymond) ingénieur de 1<sup>re</sup> classe de la météorologie, a été nommé chef du service météorologique du Togo, en remplacement de M. Foissy (Alexandre), pour compter de la date de sa prise de service.

#### Détachement

Par arrêté du 7 mars 1951, M. Morin (Charles), instituteur de 3<sup>e</sup> classe du département de l'Orne, est maintenu pour une durée de cinq ans au maximum, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1949, à la disposition du ministre de la France d'Outre-Mer pour exercer ses fonctions au Togo.

### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

#### Tableau d'avancement

Par arrêtés du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A. O. F., Grand Officier de la Légion d'Honneur, du :

8 mars 1951. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre des trésoreries de l'A. O. F. :

Au titre de l'année 1948 (Régularisation) :

Pour le grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :

M. Palazzo Alexis, commis de 4<sup>e</sup> classe.

Au titre de l'année 1950 (Régularisation) :

Pour le grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :

M.M.

Palazzo Alexis, commis de 3<sup>e</sup> classe.

Au titre de l'année 1951 :

Pour le grade de commis principal de 4<sup>e</sup> classe :

MM.

Tomasini Michel, commis de 1<sup>re</sup> classe.

Pour le grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :

M.M.

Populo Alfred, commis de 2<sup>e</sup> classe.

Palazzo Alexis, commis de 2<sup>e</sup> classe.

#### Promotions

Par arrêtés du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A. O. F., Grand Officier de la Légion d'Honneur, du :

8 mars 1951. — Sont promus dans le cadre des trésoreries de l'A. O. F. et conservent les rappels pour services militaires indiqués ci-après :

Au titre de l'année 1948 (Régularisation) :

Au grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :

M. Palazzo Alexis, du 24 août 1948 (R. S. M. : 1 an 2 mois 10 jours).

Au titre de l'année 1950 (Régularisation) :

Au grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :

M.M.

Palazzo Alexis, du 12 avril 1950 (R. S. M. : 1 an 2 mois 10 jours).

Au titre de l'année 1951 :

Au grade de commis principal de 4<sup>e</sup> classe :

M.M.

Tomasini Michel, du 1<sup>er</sup> janvier 1951 (R. S. M. : 10 mois 15 jours).

Au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :

M.M.

Palazzo Alexis, du 1<sup>er</sup> janvier 1951 (R. S. M. : 4 mois 29 jours).

**Intégrations**

**RECTIFICATIF** à l'arrêté n° 357 du 19 janvier 1951 portant intégration de fonctionnaires dans le cadre unique des instituteurs adjoints.

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE DANS LA HIERARCHIE TRANSITOIRE	GRADE DANS LE CADRE UNIQUE	OBSERVATIONS
<b>AU LIEU DE :</b>			
Ankrah David . . . . .	Instit. Ord. 1 <sup>re</sup> classe	Instit. Adj. 2 <sup>e</sup> classe	Garde son ancien.
M <sup>me</sup> Ekué née Fanouh Delphine . .	Instit. Adjte 2 <sup>e</sup> classe	Instit. Adjte 4 <sup>e</sup> classe	Perd son ancien.
Tsogbe Joseph . . . . .	Instit. Adj. 3 <sup>e</sup> classe	Instit. Adj. 5 <sup>e</sup> classe	Garde son ancien.
<b>LIRE :</b>			
Ankrah David . . . . .	Instit. Ord. 2 <sup>e</sup> classe	Instit. Adj. 3 <sup>e</sup> classe	Garde son ancien.
M <sup>me</sup> Ekué née Fanouh Delphine . .	Instit. Adjte 3 <sup>e</sup> classe	Instit. Adjte 5 <sup>e</sup> classe	Garde son ancien.
Tsogbe Joseph . . . . .	Instit. Adj. 4 <sup>e</sup> classe	Instit. Adj. 5 <sup>e</sup> classe	Perd son ancien.

**Trésoreries**

Par arrêtés du Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., du :

8 mars 1951. — Sont inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de préposé du Trésor les agents dont les noms suivent :

*Pour une Paterie de 1<sup>re</sup> classe*

M.M. . . . .  
Larrère Joseph, payeur de 1<sup>re</sup> classe.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Passage à l'échelon supérieur**

Par arrêté n° 188-51/P. du :

16 mars 1951. — Sont promus à l'échelle supérieure les agents du cadre secondaire européen des C.F.T. dont les noms suivent :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951*

M. Cerveaux Lyonel, chef de gare, échelle 6 — chevron 1, passe à l'échelle 7 — chevron 1.

M. Lhuissier André, chef ouvrier, échelle 3 — échelon 1, passe à l'échelle 4 — échelon 1.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951*

M. Cassier Pierre, chef mécanicien, échelle 5 — échelon 6, passe à l'échelle 6 — échelon 6.

Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951 le franchissement d'échelon de M. Lhuissier André, chef ouvrier des C.F.T. (échelle 4 — échelon 2).

Par arrêté n° 189-51/P du :

16 mars 1951. — Le franchissement au chevron 1 de l'échelle 6 est accordé à M. Boyer Marc, commis principal, échelle 6, échelon 8 du cadre secondaire européen des chemins de fer du Togo, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951.

**Bonifications d'ancienneté**

Par arrêté n° 193-51/P du :

19 mars 1951. — En exécution de l'article 20 de l'arrêté n° 474/P. du 20 juin 1946, sont accordées les bonifications d'ancienneté suivantes aux agents du cadre secondaire européen ayant obtenu des notes supérieures à la normale, pour l'attribution des gratifications 1950.



NOM ET PRÉNOMS	GRADE	NOTE OBTENUE	BONIFICATION ACCORDÉE
I. — SERVICES GENERAUX.			
Wallon Gaston	Chef comptable	M. 4.	4 mois
Marx Robert	Comptable	M. 4.	3 mois
Boyer Marc	Commis principal	M. 3.	3 mois
Ganfou Symphorien	Employé principal	M. 4.	4 mois
II. — EXPLOITATION.			
Brenner Frédéric	Chef de gare principal	M. 4.	4 mois
III. — VOIE & BATIMENTS.			
Agniel Jean	Chef district principal	M. 4.	3 mois
Joguet Frédéric	Contremaître principal	M. 4.	3 mois
Brassard Raymond	Chef de district 2 <sup>e</sup> classe	M. 4.	4 mois
IV. — MATERIEL — TRACTION			
Burignat Marc	Contremaître principal	M. 4.	4 mois
Cantara Louis	Contremaître principal	M. 4.	4 mois
Cauchois Georges	Chef mécanicien 1 <sup>re</sup> classe	M. 4.	3 mois
Cassier Pierre	Chef mécanicien 2 <sup>e</sup> classe	M. 4.	4 mois

#### Nominations

Par arrêté n° 191-51/P du :

17 mars 1951. — M. Kouégan Adadé Michel, titulaire du brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmier de l'A. M. I. est admis, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1951, dans le cadre local des infirmiers et infirmières du Togo, en qualité de stagiaire, en remplacement de l'infirmier de 6<sup>e</sup> classe Apédoh Théophile, décédé.

M. Kouégan est mis à la disposition du Médecin-chef de la Subdivision sanitaire de Palimé.

Par décision n° 176/D/P du :

20 mars 1951. — M. Ambard Michel, ingénieur principal de 3<sup>e</sup> classe des travaux publics des Colonies, directeur des travaux publics et transports, est nommé sous-ordonnateur du Budget Annexe du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, dans les conditions définies par l'article 105 du décret du 30 décembre 1912, pour compter de la date de la présente décision.

La présente décision annule la décision n° 251 D/CFT du 5 avril 1949.

Par décision n° 193 D/P. du :

23 mars 1951. — M. Petit Jean Claude, ingénieur adjoint de 3<sup>e</sup> classe stagiaire des services de l'Agriculture Outre-Mer, arrivé au Territoire par le s/s Foucauld du 21 mars 1951, est nommé chef de la circonscription agricole d'Atakpamé en remplacement de M. Nicolas, aide-conducteur des travaux agricoles contractuel en instance de départ en congé.

Par décision n° 194 D/P. du :

23 mars 1951. — M. Thaudière Wilfrid, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe des services de l'Agriculture Outre-Mer, arrivé au Territoire par le s/s Foucauld du 21 mars 1951, est nommé chef du service de contrôle du conditionnement des produits, en remplacement de M. Lodier, ingénieur principal de 1<sup>re</sup> classe qui remplissait cette fonction à titre provisoire.

Par arrêté n° 214-51/P. du :

25 mars 1951. — M. Thaudière Wilfrid, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe des services de l'Agriculture Outre-Mer, chef du service de contrôle du conditionnement des produits, est désigné pour remplir l'emploi de vérificateur des poids et mesures du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1951, en remplacement de M. Lodier Edouard, chef du service de l'Agriculture, chargé de cette fonction par arrêté n° 656-50/P. du 16 août 1950.

Les attributions du vérificateur des poids et mesures du Togo sont déterminées par l'arrêté du 18 mai 1929.

M. Thaudière percevra à titre d'indemnité mensuelle une somme de 1.500 francs imputable au budget local, chapitre 25, article 2 (autres dépenses imprévues).

Avant d'entrer en fonction M. Thaudière devra prêter serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Les étalons de poids et mesures, poinçons et tous instruments nécessaires aux vérifications seront mis par le secrétariat général à la disposition de M. Thaudière qui en donnera décharge et devra pourvoir à leur entretien et à leur conservation.

**Affectations**

Par décision n° 168-D/P. du :

15 mars 1951. — M. Sabi Asmard, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, en service à Lama-Kara, est affecté à Mango en remplacement de M. Douty Kangbèni, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, qui a reçu une autre affectation.

Par décision n° 175-D/P. du :

20 mars 1951. — M. Barcola Karbou, commis d'administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, en service à Lama-Kara, est affecté à Tsévié (Cercle de Lomé), en remplacement de M. Lokossou Edmond, commis auxiliaire, qui a cessé ses fonctions.

Par décision n° 177-D/E. du :

20 mars 1951. — M. Vernhes Marius, instituteur principal de 4<sup>e</sup> classe, attendu au Territoire vers le 21 mars 1951, de retour de congé, est affecté à Palimé en qualité de conseiller pédagogique du secteur scolaire, en remplacement de M. Sohler Marcel, appelé à d'autres fonctions.

M. Sohler Marcel, instituteur principal de 3<sup>e</sup> classe précédemment en service à Palimé, est affecté à Mango, en qualité de conseiller pédagogique du secteur scolaire.

Par décision n° 183-D/E. du :

21 mars 1951. — M. Kudjoh Hermann, instituteur adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre d'A.O.F., précédemment en service à Lomé (école de la route d'Anécho) est mis à la disposition du chef de la circonscription nord d'inspection primaire.

M. Mensah Yékplé Joseph, moniteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe, précédemment en service à Akata est mis à la disposition du chef de la circonscription nord d'inspection primaire.

M. Tsogbe Joseph, instituteur adjoint de 5<sup>e</sup> classe du cadre d'A.O.F., précédemment en service à Palimé, est affecté à Akata (Direction).

Par décision n° 192-D/P. du :

22 mars 1951. — M. Couassi Joseph, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service à Palimé, est mis à la disposition du chef du service des finances à Lomé.

M. Couassi prendra son service à Lomé à compter de la date d'expiration du congé dont il est actuellement titulaire.

M. Akuesson Emmanuel, commis adjoint de 5<sup>e</sup> classe, en service aux finances à Lomé, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable à Bassari en remplacement de M. Mensah Emmanuel, commis principal des services administratifs, financiers et comptables de l'A.O.F., qui reçoit une autre affectation.

M. Mensah Emmanuel, commis principal après 18 mois du cadre commun supérieur des services administratifs, financiers et comptables de l'A.O.F., agent spécial à Bassari, est affecté au service des finances à Lomé, en remplacement de M. Akuesson.

Par décision n° 198-D/E. du :

23 mars 1951. — M. Combes René, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre local, précédemment en service à Atakpamé est affecté à Sokodé, en remplacement de M. Morin Charles instituteur principal de 3<sup>e</sup> classe, en instance de départ en congé. M. Combes est chargé de la mission d'inspecter les écoles de la circonscription Nord-Togo.

Par décision n° 200-D/P. du :

23 mars 1951. — Le contrôleur auxiliaire Pereira Gibril en service à Tabligbo (Cercle d'Anécho) est affecté à Lomé en remplacement du contrôleur auxiliaire Afangbom Emile qui reçoit une nouvelle affectation.

Le contrôleur auxiliaire Afangbom Emile, en service à Lomé, est affecté à Anécho en remplacement du contrôleur auxiliaire Pereira Gibril.

Par décision n° 202-D/P. du :

25 mars 1951. — M<sup>me</sup> Akouété Paula, sage-femme africaine de 1<sup>re</sup> classe en service à Anécho, est affectée à l'hôpital de Lomé, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1951.

**Intégration — Titularisation**

Par arrêté n° 210-51/P. du :

24 mars 1951. — M. Idrissou Boukari, aide-météorologiste stagiaire, faisant fonctions d'interprète et de commis au tribunal de première instance de Lomé, est rayé du cadre des aides-météorologistes et intégré dans celui des commis d'administration, en qualité de stagiaire.

M. Idrissou qui a terminé l'année supplémentaire de stage à laquelle il a été soumis par arrêté n° 274-50/P. du 31 mars 1950, est titularisé dans le cadre des commis d'administration et nommé commis adjoint de 6<sup>e</sup> classe pour compter du 15 mars 1951.

Par arrêté n° 213-51/P. du :

25 mars 1951. — Les aides-météorologistes stagiaires, dont les noms suivent, qui ont subi avec succès l'examen professionnel de fin de stage, sont titularisés dans le cadre local des aides-météorologistes, et nommés aides-météorologistes adjoints de 6<sup>e</sup> classe, pour compter du 15 mars 1951 :

M.M. Gbaguidi Martin  
Adossama Pierre

Kowu Polycarpe  
D'Almeida Innocent

**Congés**

Par décision n° 187-D/P. du :

22 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Banvou (Orne) est accordé à M. Morin Charles, instituteur principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre local supérieur du Togo (indice local 759) qui compte 26 mois et 11 jours de séjours consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne, en 1<sup>re</sup> classe (groupe II) lui est en outre délivré sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé vers le 13 avril 1951.

Par décision n° 188/D/P. du :

22 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir en France-Villa Saint Roch-Golfe Juan (Alpes Maritimes) est accordé à M. Bérard Jean, administrateur de 1<sup>re</sup> classe de la F.O.M. (indice métré 525) qui compte 24 mois de séjours consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie maritime en 1<sup>re</sup> classe (groupe I) lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 7 ans sur le Paquebot « Canada » attendu à Lomé vers le 12 avril 1951.

Par décision n° 189/D/P. du :

22 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Rouen, 5, rue Emile Duployé est accordé à M. Chaumeil Gérard, Administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> classe de la France d'Outre-Mer (indice métré 335) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (groupe II) lui est en outre délivré sur le paquebot « Foucauld » attendu à Lomé vers le 5 avril 1951.

Par décision n° 190/D/P. du :

22 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Revilly aux Bois par Dun sur Meuse (Meuse) est accordé à M. Tavéra Barthélémy, Inspecteur après 2 ans du cadre local supérieur européen du chemin du Togo (indice local 960) qui compte 26 mois et 25 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (groupe II) lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot « Hoggar » attendu à Lomé vers le 6 avril 1951.

Par décision n° 191 D/P du :

22 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Tours (Indre-et-Loire) 46, rue de la Fuye est accordé à M. Boury Georges, inspecteur après 2 ans du cadre local supérieur européen du chemin de fer du Togo (indice local 960) qui compte 26 mois et 21 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II) lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 6 avril 1951.

Par décision n° 197 D/P du :

23 mars 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Barr — 72 Vallée (Bas-Rhin) est accordé à M. Roth René, chef de bureau de 2<sup>e</sup> classe d'administration générale d'Outre-Mer (indice métré 330) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie maritime en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot « Canada » attendu à Lomé vers le 12 avril 1951.

### Réquisition de passage

Par décision n° 169 D/P. du :

16 mars 1951. — Une réquisition de passage de retour en France par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (1<sup>re</sup> catégorie B) sur le paquebot « Foucauld » attendu à Lomé vers le 5 avril 1951, est accordée au Pharmacien-Commandant le Boudier Ambroise, en service hors cadres au Togo ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 9 ans, se rendant à Morlaix (Finistère), 8 bis rue du Docteur Prouff.

La dépense qui en résulte est imputable au budget local du Togo.

### Résiliation de contrat

Par décision n° 206 D/P. du :

27 mars 1951. — Le contrat d'engagement en date du 30 décembre 1948, conclu entre le Commissaire de la République au Togo et M<sup>me</sup> Bourdon, née Toubon Edith, sténo-dactylographe, est résilié pour compter du 30 mars 1951, dans les conditions spécifiées en son article 7.

M<sup>me</sup> Bourdon ayant plus d'un an de séjour au Togo, aura droit à un dédommagement égal à deux mois de rémunération, payable en francs C.F.A., avant son départ du Territoire.

Une réquisition de passage en 2<sup>e</sup> classe (groupe III), de Lomé à Paris, lui est en outre délivrée, ainsi qu'à son enfant âgée de 7 mois, sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 30 mars 1951.

### Primes de fin d'engagement

Par décision n° 203 D/P. du :

25 mars 1951. — Sont accordées les primes de fin d'engagement suivantes :

Vingt trois mille quatre cent quatre vingt huit francs (23.488 frs) à M. Creppy Ayité Edmond, totalisant 8 ans 8 mois et 8 jours de services.

Trente mille cinq cent soixante dix neuf francs (30.579 frs) à M. Tresize Ignace, totalisant 18 ans et 10 jours de services.

Douze mille huit cent soixante dix sept francs (12.877 frs) à M. Parbey Max Albert, totalisant 8 ans et 5 mois de services.

La dépense résultant du paiement de ces primes est imputable au budget local, chapitre 1, article 4, paragraphe 3.

### Sanctions disciplinaires

Par décision n° 166 D/P. du :

15 mars 1951. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au facteur de 3<sup>e</sup> classe Denké Juvencio, en service à l'Exploitation pour le motif suivant :

« Mauvaise manière de servir ».

Par décision n° 167 D/P. du :

15 mars 1951. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Adjai Dominique Jean, bri-

gadier-chef de 1<sup>re</sup> classe des douanes du Togo, en service à Noépé, pour faute grave en service.

#### Agents de police

Par décision n° 172 D/P. du :  
16 mars 1951. — Les agents de police dont les noms suivent sont affectés :

##### *Au Commissariat de Police de Lomé*

Douam Donné, agent de police de 3<sup>e</sup> classe  
Aboudou Ladani, agent de police de 3<sup>e</sup> classe  
Ayikoue Louis, agent de police de 4<sup>e</sup> classe  
Ahovissi Raphaël, agent de police stagiaire  
Tomety Emmanuel, agent de police stagiaire.  
Sossou Antoine, agent de police stagiaire.

##### *Au Commissariat de Police d'Anécho*

Amadou Lobbo, agent de police de 3<sup>e</sup> classe  
Gnetaba Bassagola, agent de police de 3<sup>e</sup> classe  
Zannou Jonas, agent de police de 4<sup>e</sup> classe  
Bocco Raphaël, agent de police de 4<sup>e</sup> classe  
Kpadey Gbedey, agent de police de 4<sup>e</sup> classe  
Ameganvi Jean, agent de police stagiaire.

#### Garde forestier

Par arrêté n° 204-51/P. du :

20 mars 1951. — M. Mianonukpo Daniel, garde forestier de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo, qui n'a pas repris son service à l'issue de la période de disponibilité de six mois, qui lui a été accordée par décision n° 531 D/P du 30 juin 1950, est révoqué de ses fonctions pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

#### Garde-frontière

Par décision n° 199 D/P. du :

23 mars 1951. — M. Anagba Limbia Raphaël, garde frontière de 6<sup>e</sup> classe, placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée d'un an, est rappelé à l'activité pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

M. Anagba est mis à la disposition du chef du service des douanes.

#### Forces de police

Par arrêté n° 187-51/BM du :

16 mars 1951. — Sont engagés dans le Corps des gardes cercles du Territoire comme gardes de 2<sup>e</sup> classe et affectés au dépôt des gardes de Lomé, les ex-tirailleurs dont les noms suivent :

##### *Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1951*

Koffi Yoyo — en remplacement numérique du garde Issaka licencié.

Lamboni Kombati — en remplacement numérique du garde Maouaya licencié.

Djeri Bawa — en remplacement numérique du garde Mitrako licencié.

Yakassao — en remplacement numérique de l'Adjudant Taraoré Moussa, retraité.

##### *Pour compter du 4 mars 1951*

Sogabalé Kpantakou — en remplacement numérique du garde Akala Gbarangaou, licencié.

## DIVERS

#### Allocations

Par décision n° 173 D/AP du :

16 mars 1951. — Le taux des allocations servies à certains chefs de famille et à des anciens agents de l'administration est fixé ainsi qu'il suit, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

##### *Cercle de Lomé*

M.M. Mensah William, ex-agent d'administration	18.000
Agbodjan William, ex-agent d'administration	4.800
Ajavon Emmanuel, ex-agent d'administration	4.800
De Souza Félício, ex-agent d'administration	4.800
Gaba Jacob, ex-agent d'administration	4.800
Aboki Fritz, ex-agent d'administration	7.200
Tidjani Ali, ex-agent d'administration	3.600
Kodjovi William, ex-agent d'administration	2.400
Maglo Dogbla, ex-chef de canton	2.400
Azi Egbevado, ex-chef de canton	12.000

##### *Cercle d'Anécho*

M.M. Antoine Kponton Quam-Dessou, chef de famille Adjigo	54.000
Ajavon Daniel, chef de famille Ajavon	13.200
Da Silveira Binder, chef de famille Da Silveira	9.600
Houénassou Silveira, ex-agent d'administration	7.800

##### *Cercle de Klouto*

M.M. Arnold, ex-chef du village de Ségrégation d'Akata.	12.000
Glo Assigbévi, ex-agent de l'administration.	6.480
Laurent Kodjo, ex-agent du chemin de fer.	7.200

##### *Cercle de Sokodé*

M.M. Blantare Aguidi, ex-agent de l'administration	10.000
Borona, tuteur légal des enfants de feu Bianou Kamara, ex-agent de l'administration	5.000
Idrissou Ouro Nile, ex-serre-frein des travaux neufs	9.200
Ibrahim Traoré, ex-tirailleur	9.200

##### *Cercle de Lama-Kara*

M.M. Amouzou Pierre, ex-agent de l'administration	12.000
Assouma, chef de famille	7.800

##### *Cercle de Mango*

M.M. Kokou Yaboué, chef de famille à Mango	3.500
Lambima Gabouri, chef de famille à Gando	3.200
Gatri, chef de famille à Paio	3.000
Aboudou Saparpa, chef de famille à Barkoissi	2.750

Kpoulou Polô, chef de famille à Ataloté . . . . . 2.500

Les allocations sont personnelles et annuelles. Elles sont payables par trimestre, à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 1, article 3 (allocations temporaires) paragraphe 1 du budget local du Togo — exercice 1951.

Par arrêté n° 200-51/F. du :

19 mars 1951. — Sont accordées les allocations suivantes :

#### *Allocation de veuve*

1° — Au taux annuel de trois mille six cents francs (3.600 frs) pour compter du 29 janvier 1950, à Ahiawoto Ayedesso née vers 1887, à Sanguéra, Cercle de Lomé (Togo) veuve de l'ex-brigadier chef d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe Viotey Francis, décédé à Aképé, le 28 janvier 1950.

#### *Allocation d'orphelin :*

2° — Au taux annuel de sept cent vingt francs (720 frs) pour compter du 29 janvier 1950, à Jonathan Koffi Viotey, né le 6 septembre 1935 à Anécho (Togo) de Viotey Francis et de Ahiawoto Ayedesso.

L'allocation d'orphelin susvisée sera mandatée au nom du sieur Viotey Charles, tuteur légal du mineur Viotey Jonathan suivant certificat d'hérédité en date du 19 janvier 1951 établi par devant l'Administrateur-Maire de Lomé.

La dépense résultant du paiement de ces allocations incombe au budget local du Togo.

#### **Commandement indigène**

Par arrêté n° 194-51/AP du :

19 mars 1951. — L'indemnité annuelle de fonctions attribuées à certains chefs du Cercle d'Anécho est fixée comme suit pour l'année 1951, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951 :

M.M. Lawson Glyn, Régent de la chefferie supérieure de la ville d'Anécho . . . . .	100.000
Kalipe Paul, chef de Vogan . . . . .	85.000
Viagbo, chef de Tabligbo . . . . .	50.000
Assiakoley II, chef de Porto-Séguiré . . . . .	55.000
Agbanon II, chef de Glidji . . . . .	50.000

Par arrêté n° 195-51/AP du :

19 mars 1951. — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux chefs de canton du Territoire du Togo sont fixées comme suit pour l'année 1951, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951 :

#### **CERCLE DE LOMÉ**

##### *a) Subdivision de Lomé*

M.M. Sémekonon Agblévon, chef du canton d'Aflao . . . . .	60.000
Aklassou Joseph, chef du canton de Bè . . . . .	50.000
Sédjro Tété, chef du canton d'Agouévé . . . . .	45.000
Adado Sani, chef du canton de Baguida . . . . .	35.000
Adjallé Joseph, chef du canton d'Amou-tivé . . . . .	27.000

##### *b) Subdivision de Tsévié*

M.M. Fiatty Thomas, chef de canton de l'Awé . . . . .	65.000
Passah Seth, chef de canton de Tsévié . . . . .	55.000

Adjéoda Fétche Michel, chef de canton de Gapé . . . . .	60.000
K. Maglo Dogbla, chef de canton de Davié-Assomé . . . . .	55.000
Noudoda Akakpo, chef de canton de Gamé . . . . .	50.000
Essé Guidiga, chef de canton de Dalavé . . . . .	22.000
Maglo Richard, chef de canton d'Agbatopé . . . . .	22.000
Kpelly Bernard, chef de canton de Mission-Tové . . . . .	50.000
Aklassou Sessoufia, chef de canton de Bogamé . . . . .	28.000
Dorkenoo Michel, chef de canton d'Aké-pé . . . . .	40.000
Agbozo Komlan, chef de canton de Bolou . . . . .	20.000
Cornélius Alakpa, chef de Noépé . . . . .	15.000

#### **CERCLE DE KLOUTO**

M.M. Henri Koffi Apétor II, chef supérieur de Palimé-Ville . . . . .	60.000
Agbokou Christophe, chef du canton de Kpélé . . . . .	36.000
Hini Gbedze, chef du canton de Daye-Kakpa . . . . .	32.000
Bassah III, chef du canton de Daye-Atigba . . . . .	30.000
Amegbo Gabla, chef du canton de Gadjia . . . . .	25.000
Dom Dayi Gameti, chef du canton de Kouma . . . . .	25.000
Egou Paniah, chef du canton d'Agou-Tafié . . . . .	25.000
Kunka Todokou, chef du canton d'Agotimé-Nord . . . . .	24.000
Fiafatsi, Régent du canton de Tové . . . . .	20.000
Tsalley IX, chef du canton d'Agomé . . . . .	18.000
Gbagba Yao, chef du canton de Lanvié . . . . .	15.000
Pattah Aguédé, chef du canton de l'Agotimé-Sud . . . . .	20.000
X . . . . ., chef du canton d'Akata . . . . .	20.000
Koutoumoua, chef du canton d'Agou-Kébou . . . . .	15.000
Komedja Peby IV, chef du canton d'Agou-Nyongbo . . . . .	12.000
Adjogou Jean, chef du canton de Kpimé . . . . .	10.000
Botri Kokou, chef du canton d'Agou-Atigbé . . . . .	10.000
Koffi Emmanuel, régent du canton d'Assahun Fiagbé . . . . .	10.000
Seth Tatsi, chef du canton d'Agou-Akplolo . . . . .	10.000
Egle, chef du canton de Ykpa . . . . .	10.000

#### **CERCLE DU CENTRE**

M.M. Hounkpati Oda, régent du canton d'Atakpamé . . . . .	95.000
Ihou Attigbe, chef du canton de l'Atakposso-Sud . . . . .	95.000
Danhoui, chef supérieur de Nuadja . . . . .	75.000
Anonene, chef du canton de l'Aké-bou . . . . .	55.000
Edoh Kodjo, chef du canton de Kpes-si . . . . .	45.000
Kodo Gnassingbé, chef du canton de Blitta . . . . .	50.000

Frico-Dabida, chef du canton de l'Akposso-Nord	45.000
Kindzi Kpoyihoun, chef du canton de Tado-Tohoun	45.000
Hermann Egblomasse, régent du canton de Litimé	54.000
Konto Djinsa, chef du canton d'Adélé	36.000
Daga Yetou, chef du canton de Kpekple-mé-Ehoué	36.000

## CERCLE DE SOKODÉ

a) *Subdivision de Sokodé*

M.M. Issifou Ayéva, chef supérieur des Coto-colis	110.000
Ouro Bangana, chef du canton de Ba-filo	65.000
Abété, chef du canton de Sotouboua	50.000
Djibiril, chef du canton de Koussountou	45.000
Abdoulaye, chef du canton de Tchamba	40.000
Ouro Bangana, chef du canton de Fassao	20.000
Tiagodémou, chef du canton d'Agoulou	20.000
Ouro Gbéleo, chef du canton de Koumondé	20.000
Yerima, chef du canton de Dako	20.000
Ouro Bangana, chef du canton de Krikri	20.000
Ouro Koura, chef du canton de Kémini	20.000

b) *Subdivision de Bassari*

M.M. Bassabi Ouro Atakpa, chef supérieur des Bassaris	110.000
Oudine, chef supérieur des Konkombas	65.000
Bassabi Bonfoh, chef du canton de Kabou	65.000
Mayimbo, chef du canton de Bangéli	20.000
Tadoure, chef du canton de Nagbaon	20.000
Gnamala, chef du canton de Kidjaboun	20.000
Issifou, chef du canton de Bapuré	20.000
Delaré, chef du canton de Nawaré	20.000
Ouyombo, chef du canton de Katchamba	20.000
Tagone, chef du canton de l'Oti	20.000
Kinaoui, chef du canton de Bitjabé	20.000
Kodjoho, chef du canton de Dimouri	20.000

## CERCLE DE LAMA-KARA

M.M. Palanga Tiédre, chef supérieur des Cabrès-Lossos	120.000
Birégah Babaké, chef supérieur des Lossos	110.000
Pré Aroukoum, chef du canton de Lama-Tessi	68.000
Azoumarou, chef du canton de Lassa	50.000
Kezie, chef du canton de Kodjéné-Haut	50.000
Lada, chef du canton de Défalé	50.000
Nimon, chef du canton de Soumdina	30.000
Koumai, chef du canton de Boufalé	30.000
Bakele, chef du canton de Siou	25.000
Assi Robert, chef du canton de Piya	70.000
Tchendo, chef du canton de Tchautchau	30.000
Massena, chef du canton de Kétau	25.000
Atakora, chef du canton de Kodjéné-Bas	20.000

Koubatine, chef du canton d'Alloum	20.000
Atchole, chef du canton de Bau	20.000
Kpakpabia, chef du canton du Sud-Est-Kara	20.000
Agoulare, chef du canton de Kadjala	20.000
Dondja, chef du canton de Sirka	20.000
Adam Tchangaï, chef du canton de Tcharé	20.000
Bataka, chef du canton de Sara-Kawa	30.000
Adom, chef du canton de Tchamdé	20.000
Wallo, chef du canton de Massedénia	20.000
Bielo, chef du canton de Pouda	20.000
Tabolo, chef du canton de Léoni	10.000
Patcha, chef du canton de Yadé	20.000

## CERCLE DE MANGO

a) *Subdivision de Mango*

M.M. Nambiema Tabi, chef supérieur des Tchokossis (Mango)	110.000
Namandji Gatzaro, chef supérieur des Lambas (Kandé)	90.000
Tignan, chef de canton de Koumougou	40.000
Alika, chef de canton d'Ataloté	25.000
Gninde, chef de canton de Pessidé	20.000
Sangoumba, chef de canton de Nagbéni	25.000
Bakpini, chef de canton de Takpamba	20.000

b) *Subdivision de Dapango*

M.M. Tiem Yendabré, chef supérieur des Gourmas et du canton de Pana	110.000
Kolani Barnabé, chef supérieur des Mobas et du canton de Nano	90.000
Dobré, chef de canton de Korbongou	65.000
Kombaté Yentchabré, chef de canton de Dapango	55.000
Lamboni Kong, chef de canton de Nandoga	36.000
Sanwogou, chef de canton de Naki-tindi-Est	45.000
Pandam, chef de canton de Bitjenga	40.000
Daganla, chef de canton de Kantindi	40.000
Mateyendou, chef de canton de Bombouaka	30.000
Yembila Youma, chef de canton de Timbou	30.000
Djakpere, chef de canton de Mandouri	25.000
Tiem Soaré, chef de canton de Naki-tindi-Ouest	25.000
Yantiare, chef de canton de Tami	30.000
Fordja, chef de canton de Borgou	20.000
Bamok, chef de canton de Bogou	20.000
Kombaté, chef de canton de Nioukpourma	20.000
Tambaté, chef de canton de Nanergou	20.000
Sambo, chef de canton de Pugno	20.000

Par arrêté n° 196-51/AP du :

19 mars 1951. — Le salaire annuel des secrétaires des chefs de canton du Territoire du Togo est fixé comme suit pour l'année 1951, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.



## CERCLE DE LOMÉ

a) *Subdivision de Lomé*

M.M. Kpelly Charles, secrétaire du chef de canton d'Agouévé	28.000
X , secrétaire du chef de canton d'Aflao	28.000
Akakpo André, secrétaire du chef de canton de Bè	28.000
Awoumey Emmanuel, secrétaire du chef de canton de Baguida	28.000
Dadzie Edmond, secrétaire du chef de canton d'Amoutivé	20.000

b) *Subdivision de Tsévié*

M.M. Mihehayé Gabriel, secrétaire du chef de canton de Davié-Assomé	40.000
Alaglo André, secrétaire du chef de canton de Tsévié	25.000
Ayivi Charles, secrétaire du chef de canton de Gapé	25.000
Noudoda Koffi Klédjé, secrétaire du chef de canton de Gamé	27.000

## CERCLE DE KLOUTO

M.M. Ataley Simon, secrétaire du chef de Palimé-ville	32.000
Agbemape William, secrétaire à Adelta	28.000
Nutsudje Raphaël, secrétaire du chef de canton de Gadja	25.000

## CERCLE DU CENTRE

M.M. Tchalagassou Aokpé, secrétaire du chef de canton d'Atakpamé	35.000
Ihou Michel, secrétaire du chef du canton de l'Akposso-Sud	30.000
Sossou Norbert, secrétaire du chef de canton de Nuatja	30.000
Anonene Pascal, secrétaire du chef de canton de l'Akébou	30.000
Bouraima Boniface, secrétaire du chef de canton de Kpessi	18.000
Tchassim Etienne, secrétaire du chef de canton de Blitta	24.000
Dabida Eugène, secrétaire du chef de canton de l'Akposso-Nord	18.000
X , secrétaire du chef de canton de Tado Tohou	18.000
Agba Kettoh Jean, secrétaire du chef de canton de l'Adélé	18.000
X , secrétaire du chef de canton du Litimé	18.000
X , secrétaire du chef de canton de Kpekpleme-Ehoué	18.000

## CERCLE DE SOKODÉ

a) *Subdivision de Sokodé*

M.M. Mamadou Kérim, secrétaire du chef de canton de Paratao	27.000
Mamadou Gouni, secrétaire du chef de canton de Bafilo	27.000
Tchao, secrétaire du chef de canton de Sotouboua	27.000
Samson Pascal, secrétaire du chef de canton de Koussoumtou	28.000
Assangando Salifou, secrétaire du chef de canton de Tchamba	27.000

Aledji David, secrétaire du chef de canton de Fasao	24.000
Akondo Robert, secrétaire du chef de canton de Dako	20.000
Bouraima Issifou, secrétaire du chef de canton de Kri-Kri	20.000

b) *Subdivision de Bassari*

X , secrétaire du chef supérieur des Bassarijs	24.000
X , secrétaire du chef supérieur des Konkombas	27.000

## CERCLE DE LAMA-KARA

M.M. Biregah Augustin, secrétaire du chef supérieur des Lossos	48.000
Assi Joseph, secrétaire du chef de canton de Piya	36.000
M'Beta Jean, secrétaire du chef de canton de Défalé	24.000
Bissang Michel, secrétaire du chef de canton de Kodjéné Haut	27.000
Djamdja Albert, secrétaire du chef de canton de Lama-Tessi	24.000
Teou Antoine, secrétaire du chef de canton de Lassa	24.000
Kola Louis, secrétaire du chef de canton de Soumdina	20.000
Totoumba Raphaël, secrétaire du chef de canton de Boufalé	20.000
Agba Léon, secrétaire du chef de canton de Kodjéné-Bas	15.000
Aklesso Kpakpabia, secrétaire du chef de canton de Landa-Pozenda	15.000

## CERCLE DE MANGO

a) *Subdivision de Mango*

M.M. Djamgbedja François, secrétaire du chef supérieur de Mango	37.000
Aboubakar Nambiema, secrétaire du chef de Takpamba	27.000
Natabi Nambiema, secrétaire du chef du Nagbén	27.000
Allassani Kpankposso, secrétaire du chef de Koumongou	27.000
Tichinda, secrétaire du chef supérieur de Kandé	27.000
Marate Innocent, secrétaire du chef d'Ataloté	27.000

b) *Subdivision de Dapango*

M.M. Maman Aboudou, secrétaire du chef de Korbongou	40.000
Kombaté Guébib, secrétaire du chef de Dapango	35.000
Allassani Laré, secrétaire du chef de Nano	35.000
Kambibe Kolani, secrétaire du chef de Bidjenga	30.000
Lamboni Domiète, secrétaire du chef de Nandoga	30.000
Sanwogou Nambima, secrétaire du chef de Nakitindi-Est	28.000
Tiem André, secrétaire du chef de Pana	35.000
Nam Dangadar, secrétaire du chef de Kantindi	25.000
Damtéré Flindjoa, secrétaire du chef de Nioukpourma	25.000

**Commission**

Par décision n° 180 D/AE du :

21 mars 1951. — Les commerçants dont les noms suivent sont désignés pour faire partie des commissions qui statueront sur les offres se rapportant aux tableaux 133 et 118 :

Tableau 133 : M.M. { Gougeaud  
Olympio  
Herson  
De Campos

Tableau 118 : M.M. { Torres  
Bastard  
De Montgolfier  
Larrieu

**Enseignement**

Par décision n° 201 D/E. du :

24 mars 1951. — Sont autorisés à enseigner dans les classes des écoles de la Mission Catholique au Togo pour compter du 1<sup>er</sup> février 1951 les nommés :

Ameganvi Gérard  
Kpotogbe Komi François  
Aladji K. Christophe

**Indemnité**

Par décision n° 204 D/F. du :

25 mars 1951. — L'indemnité de responsabilité prévue en faveur des agents visés au paragraphe b de l'article premier de l'arrêté n° 419-50/F du 2 juin 1950 (agents collecteurs de menus droits et taxes) est attribuée à M. Danjou Henri, Inspecteur des douanes qui a assuré les fonctions de chef du bureau des douanes de Lomé au cours de l'année 1950.

Toutefois conformément aux dispositions de l'article 3 (parag. 1<sup>er</sup>) dudit arrêté, cette indemnité ne pourra lui être calculée que sur le montant des encaissements en numéraire réalisé par lui, à l'exclusion des opérations d'ordre ou des dépenses effectuées sous forme de versements au trésor ou autrement.

Le montant de l'indemnité à allouer dans ces conditions à M. Danjou est fixé pour l'année 1950 à quinze mille neuf cents francs (15.900 frs.).

Un état justificatif faisant apparaître le montant des opérations effectuées au cours de chacun des douze mois de ladite année sera établi et certifié par le chef du service des douanes et visé par l'ordonnateur-délégué.

*Indemnité de responsabilité attribuée pour 1950 à M. Danjou Henri, chef du bureau des douanes de Lomé par décision n° 204 D/F du 25 mars 1951 de M. le Commissaire de la République au Togo.*

*ETAT JUSTIFICATIF des opérations effectuées (à l'exclusion des versements au trésor et des opérations d'ordre) pendant l'année 1950.*

MOIS DE :		MONTANT DES ENCAISSEMENTS RÉALISÉS EN NUMÉRAIRE	TAUX MENSUEL DE L'INDEMNITÉ (ARTICLE 5 PARAGRAPHE 1 <sup>o</sup> DE L'ARRÊTÉ DU 2-6-50) (J.O. Togo du 1-1-51)
Janvier	1950	2.863.819,20	1.450 Frs
Février	"	2.135.456,50	1.300 "
Mars	"	1.232.384,80	1.150 "
Avril	"	2.884.536,70	1.450 "
Mai	"	2.179.498,50	1.300 "
Juin	"	1.811.561,60	1.300 "
Juillet	"	2.398.683,10	1.300 "
Août	"	3.629.969,30	1.450 "
Septembre	"	2.140.095,00	1.300 "
Octobre	"	1.828.423,10	1.300 "
Novembre	"	1.974.856,60	1.300 "
Décembre	"	2.103.841,50	1.300 "
TOTAL . . . . .			15.900 Frs

Arrêté le montant total de l'indemnité de responsabilité due à M. Danjou H. pour l'année 1950 à la somme de : *Quinze mille neuf cents francs.*

**Justice**

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de A.O.F., du :

5 mars 1951. — En exécution des dispositions de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la Magistrature d'outre-mer, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions judiciaires intérimaires du siège dans le ressort de la Cour d'appel de l'Afrique Occidentale Française et du Togo pendant l'année 1951 est arrêtée comme suit :

**Territoire du Togo**

M.M. Bérard Jean, commandant de cercle, licencié en droit ;  
 Chaumeil Gérard, chef de subdivision, licencié en droit ;  
 Doise René, chef du Service des Affaires Politiques, licencié en droit ;  
 Guillou François, secrétaire général, licencié en droit ;  
 Le Bellec Yves, chef de subdivision, licencié en droit ;  
 Montel Pierre, directeur du Cabinet et du Personnel, licencié en droit ;  
 Moreau Jean, chef du Bureau du Plan, licencié en droit ;  
 Nicol Yves, chef de subdivision, licencié en droit.

Par arrêté n° 205-51/AP du :

21 mars 1951. — M. Schnapper Bernard, élève administrateur de la France d'Outre-Mer, en service aux Finances à Lomé, est désigné pour présider les Tribunaux à Compétence correctionnelle et de simple police d'Atakpamé et de Sokodé, en remplacement de M. Achard, Commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe de la sûreté nationale, en instance de départ en congé.

La résidence de M. Schnapper est fixée à Sokodé.

**RECTIFICATIF** à l'arrêté n° 172-51/AP du 8 mars 1951 nommant les assesseurs indigènes près les Tribunaux du 2<sup>e</sup> degré de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Lama-Kara et Mango.

Vu la présidence du Tribunal coutumier de Zébé assurée par M. Dumashie Anthon ;

**Tribunal du 2<sup>e</sup> degré d'Anécho**

**Au lieu de :**

M. Anthon Dumashie, chef de Badougbe, coutume mina

**Lire :**

M. Lawson Glyn, régent de la chefferie supérieure de la ville d'Anécho, coutume mina.

Le reste sans changement.

**ADDITIF** à l'arrêté n° 173-51/A.P. du 8 mars 1951 nommant les assesseurs indigènes près les Tribunaux du 1<sup>er</sup> degré de Lomé, Tsévié, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango et Dapango pour l'année 1951.

**Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé**

**Après :**

Comlan Ferdinand, coutume Mina,

**Ajouter :**

Koumako Henri, coutume Ewée  
 Adokou Amoussou, coutume Ewée  
 Atsrom Ouamenon, coutume Ewée  
 Agbamevon Logan, coutume Ewée.

Le reste sans changement.

**Pension**

Par arrêté n° 199-51/F. du :

19 mars 1951. — Est accordée la pension proportionnelle de retraite suivante :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1951*

Au taux annuel de douze mille quatre cent quarante-quatre francs (12.444 frs.) à l'Adjudant de la garde indigène Taraoré Moussa, N° M<sup>e</sup> 1.528, né vers 1917 à Sokodé (Togo).

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget local du Togo.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours****Contrôleur rédacteur des Transmissions**

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer en date du 28 février 1951, il est ouvert un concours professionnel d'admission à l'emploi de contrôleur rédacteur des transmissions coloniales qui aura lieu les 19, 20 et 21 juin 1951 dans les centres qui seront désignés ultérieurement par arrêté.

Ce concours est réservé aux contrôleurs principaux et contrôleurs de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe des transmissions coloniales (toutes branches).

Le nombre de places mises au concours est fixé à vingt.

**Chiffreur stagiaire du service du chiffre de la France d'Outre-Mer**

Un concours pour l'admission à l'emploi de chiffreur stagiaire du service du chiffre de la France d'Outre-Mer, s'ouvrira simultanément à Paris, Marseille, Bordeaux, ainsi que dans certains Chefs-lieux des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, les 27 et 28 juin 1951.

Le nombre des places mises au concours est fixé à six.

La liste d'inscription sera close le 30 avril 1951.

**Enseignements généraux : Rémunérations**

La hiérarchie et les soldes s'établissent ainsi au 1<sup>er</sup> janvier 1951 :

Chiffreur stagiaire :	239.000 frs.
Chiffreur	de 269.000 à 330.000 frs.
Premier chiffreur	de 362.000 à 424.000 frs.
Chiffreur principal	de 449.000 à 523.000 frs.
Chiffreur en chef	de 555.000 à 765.000 frs.

A cette solde s'ajoutent diverses indemnités propres aux territoires d'outre-mer : prime d'expatriation, indemnité de zone, majoration familiale s'il y a lieu.

**Congés :** Le personnel peut prétendre à un congé de six mois après un séjour minimum de deux ans en A.O.F., A.E.F., Togo, Cameroun, Côte Française des Somalis, de 30 mois en Indochine et de trois ans dans les autres territoires.

**Conditions d'admission** — Les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1°) Etre français à titre originaire et n'être pas marié à une personne de nationalité étrangère.

2°) Etre âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus au 31 décembre de l'année en cours, cette limite d'âge pouvant être reculée (jusqu'à 35 ans au maximum) de la durée des services militaires ou de la durée des services civils donnant droit à une pension de retraite ;

3°) Jouir de ses droits civils et politiques ;

4°) Avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée ;

5°) Etre reconnu apte physiquement à servir outre-mer.

6°) Etre titulaire du baccalauréat de l'Enseignement secondaire ou du brevet supérieur de l'Enseignement primaire ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ou compter trois ans de service au Ministère de la France d'Outre-Mer ou dans un cadre général de la France d'outre-mer ou dans un service civil ou militaire du chiffre d'un autre Département Ministériel.

Le concours est ouvert au personnel féminin dans la limite du tiers des places offertes.

**Pièces à fournir.** — Les pièces à produire par les candidats sont les suivantes :

1°) Demande sur papier libre ;

2°) Extrait de leur acte de naissance, ayant moins de 3 mois de date ;

3°) Un état signalétique et des services militaires ou pièces constatant qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée ;

4°) Copie conforme des diplômes.

Les demandes des candidats doivent parvenir par la voie hiérarchique au Ministère de la France d'outre-mer, direction du Personnel 4<sup>e</sup> bureau 27, rue Oudinot Paris (7<sup>e</sup>).

**Epreuves du concours.** — Arrêté du 8 août 1947 (J.O. du 20 août 1947) modifié par arrêté du 8 juin 1949 (J.O. du 16 juin 1949). Les épreuves du concours divisées en deux séries sont exclusivement écrites. Elles comprennent :

#### Série A.

1°) — Une composition française sur un sujet d'ordre général ou sur un sujet d'histoire coloniale.

2°) — Une épreuve portant sur la géographie physique, économique et administrative des Territoires de l'Union Française.

3°) — Une version portant sur l'un des quatre langues suivantes et au choix du candidat : anglais, allemand, italien, espagnol, avec usage d'un dictionnaire en langue étrangère seulement.

#### Série B. —

1°) — Une épreuve de calcul numérique ne nécessitant aucune connaissance particulière.

2°) — Une série de tests mettant en valeur la rapidité de compréhension et la vivacité d'esprit des candidats.

#### Déclaration d'association

Titre : Secrétariat Social de Lomé.

Objet et but : Promouvoir une action sociale dans le Territoire du Togo.

Siège social : Lomé, Avenue Foch. 9.

Date de la déclaration : 26 février 1951.

Nom du déclarant : S. E. Mgr. Joseph Strebler, Vicaire Apostolique de Lomé.